CONSEIL DU 1^{er} ARRONDISSEMENT

Séance du lundi 20 juin 2016

PROCÈS-VERBAL

PRÉSENTS

M. Jean-François LEGARET,
M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON,
M. Marc MUTTI, M. Nicolas MARTIN-LALANDE,
Mme Martine FIGUEROA, Mme Josy POSINE,
Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD,
Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE

EXCUSÉ

M. Emmanuel CALDAGUÈS (donne pouvoir à M. Jean-François LEGARET pour le vote des projets de délibération DASCO 5 et 62, ainsi que le projet de vœu s'y rapportant, et le projet DPE 53)

* * * * *

La séance est ouverte à 18 heures sous la présidence de M. Jean-François LEGARET, Maire du 1^{er} Arrondissement.

* * * * *

M. Jean-François LEGARET, constatant que plus de la moitié des membres du Conseil d'arrondissement est présente, déclare la séance ouverte.

Le Conseil d'arrondissement désigne à l'unanimité, sur proposition de M. Jean-François LEGARET, Mme Catherine SALVADOR et Mme Françoise FILOCHE en qualité de secrétaires de séance.

Le Conseil d'arrondissement observe une minute de silence à la mémoire des deux policiers assassinés la semaine précédente.

A ce titre, M. Jean-François LEGARET précise qu'à titre personnel, il s'est rendu, accompagné de ses adjoints, au Commissariat central du 1er arrondissement pour respecter cette minute de silence avec les fonctionnaires de Police, sur la proposition du Ministre de l'Intérieur.

Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil du 1^{er} arrondissement du 30 mai 2016

M. Jean-François LEGARET demande si ce projet appelle des observations. En l'absence d'avis contraire, il propose de l'approuver.

Le Conseil d'arrondissement adopte à l'unanimité le procès-verbal de la séance du Conseil du 1^{er} arrondissement du 30 mai 2016.

Projet de délibération 2016 DAC 263 - Subventions (1.008.750 euros) et avenant avec l'établissement public Maison des Pratiques Artistiques Amateurs (1er)

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine SALVADOR pour la présentation de ce projet de délibération.

Mme Catherine SALVADOR rappelle que l'Etablissement public Maison des Pratiques Artistiques Amateurs (MPAA) a été créé en 2007 et a pour mission de soutenir, valoriser et encourager la pratique artistique en amateurs dans tous les domaines, sans privilégier aucun genre. La MPAA doit mettre en place à chaque saison une programmation, proposer une aide à la création, ainsi qu'un développement de lieux de répétition destinés aux amateurs. Elle précise qu'il existe déjà des lieux dans les 6^{ème}, 14^{ème} et 20^{ème} arrondissements et qu'une MPAA Rue Breguet dans le 11^{ème} arrondissement est en préparation pour une ouverture prochaine. Dans le 1^{er} arrondissement, elle annonce qu'une MPAA a été ouverte le 5 avril dernier sur le site de La Canopée.

Mme Catherine SALVADOR indique que le Conseil de Paris a adopté une délibération en mars dernier, détaillant les procédures aspects juridiques, comptables et budgétaires permettant la création d'un public à coopération culturelle (EPCC) le 1^{er} janvier 2017.

En 2015, il a été proposé plus de 200 spectacles et événements et plus de 300 projets ont été accueillis en création dans ces salles de répétition. Il y a eu également une cinquantaine d'ateliers encadrés par des artistes professionnels. Comme expliqué lors d'un précédent Conseil d'arrondissement, la spécificité de l'antenne de la Canopée, outre le fait d'abriter maintenant les locaux administratifs, est d'accueillir des formations symphoniques amateurs avec du mobilier et des instruments non transportables en raison de leur volume et de leur poids.

Afin d'aider la MPAA, compte tenu de l'intérêt que représente pour le public parisien ce réseau, il a été convenu un montant global de subvention 2016 de 2 017 500 euros, soit un complément de 1 008 750 euros, après déduction de l'acompte déjà versé.

Mme Catherine SALVADOR propose d'apporter un avis favorable à cette délibération.

M. Jean-François LEGARET sollicite des questions ou des observations.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DAC 278 - Subvention (4.000 euros) à l'association Les Chanteurs de Saint-Eustache (1^{er})

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine SALVADOR pour la présentation de ce projet de délibération.

Dans le cadre de la politique de la Ville aux chants amateurs, Mme Catherine SALVADOR propose d'apporter un soutien à l'association des Chanteurs de Saint-Eustache. Elle rappelle que cette association a été créée en 1944 par le Père oratorien musicologue Emile MARTIN. Elle se consacre principalement à l'interprétation d'œuvres sacrées sans exclure les pièces profanes et la création contemporaine. Les Chanteurs de Saint-Eustache constituent un ensemble vocal d'une trentaine d'adultes recrutés sur audition qui travaillent régulièrement sur un répertoire exigeant avec les organistes de Saint-Eustache et sous la direction depuis treize ans du chef de cœur, Lionel CLOAREC.

Mme Catherine SALVADOR précise qu'en 2015 cette formation a présenté neuf concerts et que ce début d'année 2016 a porté sur quatre cents ans de chants sacrés français. En 2016, les chanteurs de

Saint-Eustache ont un premier programme présentant un panorama du chant sacré italien avec des compositeurs de la renaissance italienne à nos jours. Cet été, un programme baroque autour d'Haendel, Scarlatti et Bach est prévu. L'association s'efforce de maintenir une pratique tarifaire modérée. Elle rappelle que le montant des adhésions est de 170 euros par an et que les entrées aux concerts s'échelonnent entre 15 et 25 euros. Le chœur participe aussi à des événements gratuits.

Compte tenu de la qualité de ce chœur, de sa réputation et de son travail, Mme Catherine SALVADOR propose d'apporter un avis favorable pour une subvention de 4 000 euros au titre de l'année 2016, considérant que c'est une subvention habituelle et régulière depuis plusieurs années.

M. Jean-François LEGARET sollicite des questions ou des observations.

Mme Catherine MATHON entend souligner la qualité de cette magnifique chorale pour tous ceux qui ont le plaisir de l'écouter.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DAC 463 - Subvention (800 euros) à l'association du comité du souvenir localisée dans le 1^{er} arrondissement de Paris

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Josy POSINE pour la présentation de ce projet de délibération.

Mme Josy POSINE indique que cette subvention est de 800 euros à l'attention de l'association du comité du souvenir du 1^{er} arrondissement qui a pour but d'assurer les commémorations, le souvenir des conflits des deux grandes guerres devant les Monuments aux Morts. Elle perpétue la mémoire de ceux qui sont morts pour la patrie. Elle apporte également un soutien aux anciens combattants et elle fait passer des messages de mémoire dans les collèges et lycées. Tout dernièrement, une visite et un parcours de mémoire ont été effectués dans le cadre du centenaire de la 1^{ère} guerre mondiale, dans les environs de Reims. Ils ont visité le Fort de la Pompelle construit entre 1880 et 1883, la Ferme de Navarin et le Monument ossuaire. Ils se sont recueillis sur la tombe du Général Borrow où il repose avec tous ses soldats. Au même endroit, il se trouve quatre plaques commémoratives, celle des quatre fils de Paul Doumer.

Mme Josy POSINE propose de voter favorablement à la subvention qui est proposée à cette association pour leur permettre de poursuivre ce devoir de mémoire.

M. Jean-François LEGARET sollicite des questions ou des observations.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Mme Josy POSINE tient à revenir vers M. le Maire parce que la subvention de 2015 n'a pas été versée. Elle précise que l'association a envoyé un courrier à Mme VIEU CHARRIER et qu'à ce jour cette association n'a toujours pas eu de réponse pour cette subvention 2015. Elle souligne que ce comité du souvenir vit actuellement sur ses réserves financières et espère que les subventions 2015 et 2016 seront versées.

M. Jean-François LEGARET répond que la Mairie du 1^{er} arrondissement va essayer de savoir pourquoi ces subventions votées n'ont pas encore été mandatées.

Mme Catherine MATHON trouve cela dommageable parce que cette association n'a pas de moyen financier très important. Elle regrette qu'au bout d'un an cette subvention ne soit toujours pas créditée.

Mme Josy POSINE insiste sur le fait qu'aucune réponse de la Mairie n'a encore été apportée. Elle trouve cela vraiment regrettable.

M. Jean-François LEGARET s'engage à faire une intervention dans ce sens.

Projet de délibération 2016 DAC 523 - Convention d'occupation du domaine public relative à l'installation et à l'exploitation d'un espace d'affichage sur l'échafaudage de restauration de l'église Saint-Eustache (1^{er})

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Marc MUTTI pour la présentation de ce projet de délibération.

M. Marc MUTTI rappelle le contexte de cette délibération précisée dans le premier paragraphe de l'exposé des motifs. La Ville de Paris s'est engagée en 2014, avec le concours de l'Etat dans le cadre de son plan d'investissement pour la mandature, à financer la rénovation des édifices culturels de la Ville à hauteur de 110 millions d'euros pour l'enveloppe globale, dont 80 millions d'euros pour la Ville de Paris et 10 millions d'euros pour l'Etat. Et le solde est financé par le mécénat et la publicité. Il précise que, dans le 1^{er} arrondissement, l'action du mécénat a pu être observée par le financement de la rénovation de la coupole de Notre-Dame de l'Assomption. Et il ajoute que la publicité reste pour la Ville une variable d'ajustement. La délibération proposée fait référence au Code du Patrimoine qui autorise les collectivités territoriales à user de cette source financière.

M. MUTTI indique que la Ville met en place une convention avec un co-contractant pour une durée de treize mois, dont le début du chantier de la rénovation de l'église Saint-Eustache est prévu à la fin de l'année 2016. Il rappelle que le montant total de cette rénovation est d'environ 2 500 000 euros, considérant que la publicité finance un bon quart de ce coût de rénovation.

Cette délibération porte sur l'installation et l'exploitation d'un espace d'affichage sur l'échafaudage des travaux de restauration de la façade du bras Sud du transept de l'église Saint-Eustache, face au jardin des Halles.

Comme il est exposé dans la délibération, la convention est soumise à quelques prérequis validés par les services de l'Etat, en l'espèce la DRAC, dont M. MUTTI en fait la lecture, à savoir : *« être compatible avec le caractère patrimonial de l'édifice, être compatible avec la dévolution culturelle de l'édifice, être compatible avec le déroulement des travaux et prendre en compte les aspects de développement durable. »*

M. MUTTI signale qu'il s'agit d'un chantier de treize mois avec une surface potentielle publicitaire de 50 % de la bâche qui sera par-dessus ce chantier. Il revient sur l'appel d'offres qui va mettre en place le co-contractant désigné par la Ville de Paris. Il comprend deux sous-ensembles pour établir le choix de la Ville de Paris. Il y a d'abord un élément financier qui est une redevance minimale garantie pour la Ville, puis une part variable du chiffre d'affaires escompté sur la durée des travaux qui vient s'additionnée à cette redevance.

Un autre élément dans cette sélection multi-critères souhaitée par la Ville, au côté de ce montant de redevance, porte sur l'esprit visuel envisagé, le choix des annonceurs envisagé au regard de la destination patrimoniale et culturelle de l'édifice et enfin la démarche environnementale avec les modalités de recyclage ou de réemploi des matériaux à l'issue du chantier.

M. MUTTI indique que deux candidats au final ont été retenus par la Ville sur la base de la redevance minimale garantie et sur cette base de part variable du chiffre d'affaires escompté d'environ 1 500 000 euros pour la Ville de Paris sur la durée du chantier. C'est le candidat J.C. DECAUX France qui a été retenu pour deux raisons : d'abord, une part de redevance minimale garantie de 42 692 euros par mois et d'autre part, une part variable supérieure à celle de son concurrent. DECAUX s'engage à verser pour toute la durée de la convention 750 000 euros de redevance globale qui couvrira 27 % du total du chantier de rénovation.

Pour M. MUTTI, aucun commentaire particulier n'est à souligner à ce stade. Il appelle donc ses collègues à voter favorablement cette délibération, notamment au regard du faible coût de participation de l'Etat en la matière qui souligne une véritable urgence en la matière.

Toutefois, M. MUTTI émet deux réserves. Premièrement, une réserve de fond à titre personnel, considérant qu'il est plutôt partisan de raisonner en valeur absolue, c'est-à-dire en mètres carrés de surface exposée et non pas en pourcentage de la surface totale, comme le précise cette délibération qui porte sur 50 % de la surface totale de la bâche. Selon lui, il vaut mieux raisonner en mètres carrés, ce qui s'apparente plus à du mécénat et ce qui limite par ailleurs l'impact visuel de la publicité sur les églises. Deuxièmement, une réserve de forme dans l'exposé des motifs qui fait référence aux Mairies d'arrondissement qui auraient un droit de regard quant aux visuels présentés par le co-contractant. Il se trouve que, dans la convention qui accompagne cette délibération, M. MUTTI a repéré qu'il n'y avait aucune mention de cette référence aux Mairies d'arrondissement. Il s'interroge sur le fait de poser éventuellement cette question au Conseil de Paris car en tant que Mairie d'arrondissement il trouve qu'un avis pourrait être donné sur les visuels qui vont être exposés aux dizaines de milliers de Parisiens qui passent tous les jours devant l'église Saint-Eustache.

Sous réserve de ces deux réserves de fond et de forme, M. MUTTI propose de voter favorablement cette délibération.

M. Jean-François LEGARET exprime son accord sur les réserves apportées à cette délibération. Sur le fond, il précise qu'il avait été interrogé sur le principe d'utilisation des bâches publicitaires sur des édifices culturels. Il rappelle que la location à des fins publicitaires d'une bâche peut effectivement couvrir le tiers des dépenses de la contribution de la Ville de Paris dans le fonds de concours de rénovation et de restauration de ces édifices. Selon lui, cela mérite donc d'être négocié dans de bonnes conditions et accepté sur le principe. C'est pourquoi, il avait donné son accord de principe. Sur la forme, il confirme la nécessité d'avoir un droit de regard sur les annonces publicitaires.

M. Jean-François LEGARET sollicite des questions ou des observations.

Mme Catherine MATHON émet une observation suite à l'affichage publicitaire sur les façades du Louvre et du Musée d'Orsay. Elle estime également l'importance d'avoir un droit de regard sur ces annonces publicitaires.

Mme Catherine TRONCA précise que l'accord de l'Evêché a été demandé sur ce point. De fait, les églises de la Madeleine et de Saint-Augustin vont bénéficier du même mode de rénovation.

M. Jean-François LEGARET ajoute que c'est une bonne chose si tout cela peut contribuer à accélérer les travaux de restauration de ces vastes édifices en mauvais état.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE exprime son avis favorable à titre personnel sur l'exploitation publicitaire des chantiers de ce type. En revanche, il émet une réserve sur la multiplication des installations des panneaux publicitaires déroulants sur les emprises de chantiers constatée dans le 1^{er} arrondissement, par exemple Place André Malraux ou encore très récemment Rue Pierre Lescot à l'intersection avec la Rue des Prêcheurs. Il rappelle que cette publicité est prévue par le règlement de la publicité des enseignes de la Ville de Paris et a fait l'objet d'une convention conclue entre la Ville et l'entreprise DECAUX depuis le 1^{er} janvier 2015 jusqu'en 2028 sur la gestion de l'exploitation des

panneaux publicitaires des palissades de chantiers publics et privés de la Ville de Paris, hors du domaine routier. Il n'y a donc pas d'autorisation spécifique pour chaque site. L'installation de panneaux publicitaires est envisagée, sauf contraintes techniques insurmontables et dès lors qu'une emprise de chantier a reçu une autorisation administrative au sens de l'urbanisme.

M. MARTIN-LALANDE souligne l'aspect systématique et ajoute que les Maires d'arrondissement ne sont pas consultés pour avis. Pour la Ville de Paris, cette publicité est une source de revenus, mais pour les riverains elle est plutôt vécue comme une double peine. Selon lui, c'est une source de pollution visuelle qui s'ajoute aux nuisances causées par les travaux et les installations de chantier. A ce titre, il signale que plusieurs de ces riverains ont exprimé récemment leurs interrogations sur le fait que la Ville s'enrichisse à leurs dépens ou en tout cas sans qu'il y ait de retour pour eux et ce, alors même qu'ils sont les seuls à subir les troubles du voisinage et les préjudices par une perte de qualité de vie, de chiffre d'affaires, etc. qui ne sont quasiment jamais indemnisés.

Autrement dit, M. MARTIN-LALANDE estime qu'ils supportent les inconvénients des chantiers sans en retirer d'avantages. C'est pourquoi, il propose d'interroger Madame la Maire de Paris en Conseil de Paris afin de connaître les mesures que la Ville pourrait prendre pour d'une part, mieux informer les riverains et associer les Mairies d'arrondissement à l'exploitation publicitaire des palissades de chantier et d'autre part, pour essayer de trouver un dispositif budgétaire permettant de mieux partager les recettes perçues de cette exploitation publicitaire afin d'améliorer d'une façon ou d'une autre la compensation des troubles du voisinage et des préjudices subis par les riverains, habitants et commerçants de ces chantiers.

M. Jean-François LEGARET indique qu'il est assez d'accord avec ces demandes d'explications. D'autant plus qu'il a découvert qu'il y avait un certain nombre d'exploitations publicitaires qui fleurissaient sur de nombreux chantiers dans tout Paris, y compris des oriflammes dans tout Paris sur des sites classés. Il précise qu'il siège dans une commission sur les concessions emblématiques à l'Hôtel de Ville où, dernièrement, il a été évoqué la Grande Roue de la Place de la Concorde qui, selon lui, ne peut pas rester toute l'année sur ce site classé. Or Madame HIDALGO a décidé, dans l'illégalité, d'accorder à M. CAMPION, propriétaire de la Grande Roue, de rester pendant tout l'été. Il souligne qu'un immense écran est placé sur la Grande Roue et que l'on peut voir depuis l'Arc de Triomphe de l'Etoile qui diffuse des messages en permanence. Il ajoute que la loi sur la publicité est en elle-même très contraignante sur les problèmes de pollution visuelle. En outre, il estime que l'utilisation des images mobiles est tout à fait dérangeante, notamment par la gêne qu'occasionne le scintillement extrêmement violent et perturbant de ces images publicitaires mobiles.

Il souligne d'ailleurs avec étonnement que l'écran de la Grande Roue n'a pas été mis par M. CAMPION, mais par la Mairie de Paris. Cependant, M. Jean-François LEGARET ayant fait remarquer cette observation en Conseil de Paris, il a été demandé à M. CAMPION de démonter cet écran qui lui avait été imposé par la Mairie de Paris.

C'est pourquoi M. Jean-François LEGARET partage tout à fait le point de vue exprimé par M. MARTIN-LALANDE, et il pense qu'il faut être vigilant et se mobiliser contre l'usage immodéré des publicités mobiles sous forme d'écran pour ne pas que Paris en soit envahi. Il sait que le groupe des Verts à l'Hôtel de Ville est assez mobilisé sur ce sujet.

M. Jean-François LEGARET sollicite d'autres éventuelles questions ou observations.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DAC 554 - Subvention (50.000 euros) et avenant à convention avec l'association Forum des images (1^{er}).

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Marc MUTTI pour la présentation de ce projet de délibération, signalant qu'il ne prendra pas part au vote ni au débat de cette délibération ayant l'honneur et l'avantage d'être administrateur de cette belle institution.

M. Marc MUTTI présente cette délibération qui porte sur une subvention et un avenant qui ont vocation à assurer au Forum des images une meilleure sûreté de ses abords, notamment dans le contexte actuel post attentats. Il rappelle que le Forum des images reçoit chaque année 270 000 visiteurs, dont 20 000 enfants et il est apparu pour sa direction qu'il était nécessaire d'abonder en termes d'équipements et sur le poste sûreté sécurité le dispositif d'accueil. Avec cette subvention de 50 000 euros, l'idée est de permettre d'une part le recrutement d'agents supplémentaires pour la fouille des effets des visiteurs avec des heures supplémentaires de gardiennage et par ailleurs de proposer une rénovation au niveau des sorties de secours des sas de sûreté et de sécurité. Cette somme de 50 000 euros vient s'ajouter à la subvention générale de la Ville au Forum des images et elle va permettre d'assurer une meilleure sécurité et sûreté au Forum et à ces dizaines de milliers de visiteurs.

M. Marc MUTTI propose donc un vote favorable pour cette délibération.

M. Jean-François LEGARET sollicite des questions ou des observations.

Mme Catherine MATHON souhaite témoigner de la qualité du travail effectué au Forum des images, notamment autour de l'atelier assez méconnu intitulé « *Paris, je me souviens.* » qui a permis aux membres du Conseil de quartier Les Halles de visionner un documentaire l'année dernière sur le quartier des Halles de 1910 à nos jours et ce, pour un coût tout à fait raisonnable. Quelle que soit la thématique que les groupes souhaitent voir, une personne est chargée de cette animation audiovisuelle et programme sur mesure un documentaire avec des films, de la fiction et des documents historiques. Elle souligne à ce titre le travail remarquable de Mme Carmen ATIAS. Elle estime donc que c'est un atelier qui mériterait d'être plus connu.

Mme Catherine TRONCA s'étonne du nombre de 270 000 visiteurs, dont 20 000 enfants, ce qui fait plus de 1 000 visiteurs par jour, soit plus qu'un cinéma MK2. Elle ne comprend vraiment pas ce chiffre.

M. Jean-François LEGARET demande à M. MUTTI de rassembler les éléments et propose de mettre aux voix cette délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DAE 85 - Subvention (5.220 euros) à l'association des commerçants Louvre Rivoli pour les illuminations de fêtes de fin d'année 2015 (1^{er}).

M. Jean-François LEGARET donne de nouveau la parole à M. Marc MUTTI pour la présentation de ce projet de délibération.

M. Marc MUTTI indique que l'association des commerçants Louvre Rivoli regroupe une soixantaine de professionnels, commerces de petite et de grande taille. Elle est composée aujourd'hui à 50 % de restaurateurs avec quelques artisans. Les plus grandes enseignes de cette association sont SEPHORA et EDISAC. Il précise que cette association participe à la vie de quartier depuis quelques années. Pour mémoire, le prochain événement est le 17 septembre 2016 avec la grande fête de quartier Saint-Germain-l'Auxerrois.

La subvention proposée par la DAE 85 est une subvention de 5 220 euros en légère progression par rapport à l'an dernier car elle était de 5 100 euros.

M. Marc MUTTI propose de voter favorablement cette délibération, sachant qu'il se réjouit cette année d'être un peu en avance par rapport à certaines années où cette délibération arrivait en octobre/novembre.

M. Jean-François LEGARET demande s'il y a des questions sur cette délibération traditionnelle et justifiée pour laquelle il exprime sa satisfaction de pouvoir encourager cette association.

Mme Catherine MATHON salue le travail du Président de cette association et de tous ceux qui œuvrent pour essayer de dynamiser et sauver la fréquentation de leur commerce. Elle en profite pour signaler que ce noyau de commerçants souffre énormément et arrive malgré tout à donner de l'ampleur par des fêtes pour mobiliser tout le monde en redonnant vie au quartier et en essayant de le sauver d'un marasme économique.

M. Marc MUTTI abonde en ce sens en ajoutant que c'est une association qui se bat pour la vie de l'arrondissement au-delà même de ses missions premières. Il en profite pour les féliciter sur le travail qui a été entrepris et sur l'engagement des commerçants sur des problématiques qui dépassent largement le cadre commercial. Il revient d'ailleurs sur les voies sur berge où ils étaient tous mobilisés sur le sujet.

Mme Catherine TRONCA ajoute qu'il y a aussi les travaux de la Samaritaine sur la Rue Rivoli.

M. Jean-François LEGARET confirme effectivement que c'est un élément présent dans le décor.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

M. Jean-François LEGARET donne ensuite la parole à M. Emmanuel CALDAGUES qui a plusieurs choses à rapporter autour de trois délibérations qui concernent la Caisse des écoles, ainsi qu'un vœu qu'il va présenter. Il propose ainsi de faire une présentation groupée de ces trois délibérations pour ensuite ouvrir le débat et faire le vote pour chacune des délibérations.

M. Emmanuel CALDAGUÈS stipule qu'en réalité il y a deux projets de délibération parce que le troisième projet de délibération porte sur la subvention au titre du Département qui est d'ailleurs communiquée pour des raisons qu'il ignore car d'habitude elle n'était jamais transmise. C'est la subvention qui concerne la restauration au Collège, alors que le Collège est du ressort du Département de Paris et non pas de la municipalité de Paris. Les deux autres délibérations concernent la subvention de restauration scolaire et la subvention des séjours de vacances.

Projet de délibération 2016 DASCO 5 - Caisse des Ecoles (1^{er}) - Subvention (449 325 euros) pour la restauration scolaire

M. Emmanuel CALDAGUÈS propose de commencer par la traditionnelle subvention pour la restauration scolaire qui est examinée tous les ans et qui est basée sur une prévision du nombre de repas servis dans les écoles, multiplié par le prix de revient qui est établi par la Caisse des écoles et la Ville de Paris et en déduction des participations familiales. Cela donne donc pour l'année 2016 une subvention de 449 325 euros. Il indique que c'est une subvention en baisse sensible par rapport à l'année dernière puisqu'elle était de 547 864 euros.

Cela étant, M. CALDAGUÈS explique que cette baisse est compréhensible puisque la prévision 2016 fait état d'un nombre de repas inférieur par rapport à 2015 qui est dû malheureusement à la baisse des effectifs dans les écoles. Comme ce qui est d'ailleurs le cas dans un certain nombre d'arrondissements à Paris. Puis, il ajoute qu'il y a aussi un montant des participations familiales bien

supérieur à l'année 2015. Toutefois, il tient à préciser qu'il s'agit d'un calcul fait par la Ville de Paris. Pour M. CALDAGUÈS, ce calcul semble un peu exagéré puisque les participations en 2016 sont estimées à 534 336 euros contre 503 000 euros. Cela explique une baisse des repas et une participation des familles en hausse que la Ville justifie par la création de deux nouveaux tarifs. Les tarifs 9 et 10 ont fait couler beaucoup d'encre puisque cela augmente de façon conséquente le prix des repas pour un certain nombre de familles, avec même une possibilité de dépassement du prix de revient réel des repas.

Quoi qu'il en soit, M. CALDAGUÈS invite à voter favorablement cette délibération pour cette subvention de restauration qui est à la fois sur la prévision des repas et sur le prix de revient réel fixé à 7,10 euros qui lui semble justifié. Sachant que, de toute façon, si les prévisions familiales ont été trop exagérées par la Ville, le solde négatif sera redonné par la Ville à la Caisse des écoles au titre de la subvention pour 2017.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DASCO 2-G - Caisse des Ecoles (1^{er}) - Subvention (109 723 euros) pour la restauration scolaire

M. Jean-François LEGARET signale que ce projet de délibération ne fait pas l'objet d'un vote puisque c'est une délibération départementale qui a été communiquée, mais pour laquelle légalement le 1^{er} arrondissement n'est pas appelé à donner un avis sur des délibérations départementales.

Le Conseil d'arrondissement prend acte de la communication du projet de délibération 2016 DASCO 2-G - Caisse des Ecoles (1er) - Subvention (109 723 euros) pour la restauration scolaire.

Projet de délibération 2016 DASCO 62 - Caisse des Ecoles (1^{er}) - Subvention (5 565 euros) pour la mise en œuvre des séjours de vacances

M. Jean-François LEGARET donne de nouveau la parole à M. Emmanuel CALDAGUÈS pour présenter ce projet de délibération.

Concernant la subvention pour les séjours de vacances, M. CALDAGUÈS indique que c'est une subvention de 5 565 euros qui est fixée avec des règles très mathématiques. Il précise par exemple que les séjours labellisés Arc-en-ciel prennent en compte les coefficients familiaux des familles et que la Ville verse 42 euros par jour et par enfant. Dans ce cadre, dix séjours sont prévus cet été en Vendée et la Ville prend en charge également des séjours non labellisés.

A ce titre, M. CALDAGUÈS propose un avis favorable pour cette délibération.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Vœu relatif au projet de réforme de la restauration scolaire

M. Emmanuel CALDAGUÈS présente un vœu concernant la réforme de la restauration scolaire déposé par le Conseil du 1^{er} arrondissement sur la consultation des parents d'élèves sur le projet de réforme de restauration scolaire voulu par la Maire de Paris.

Il rappelle que depuis quelques mois la Ville a pour projet de réformer la restauration scolaire à Paris avec malheureusement des marges de négociation et de consultation très faibles, voire

inexistantes. La réforme consiste à retirer aux Caisses des écoles des arrondissements la responsabilité de la restauration scolaire, comme c'est le cas aujourd'hui, et de créer une Caisse centrale de la restauration scolaire qui sera présidée par la Maire de Paris ou par un de ses représentants. Cela signifie que c'est la Ville de Paris qui préparera les marchés, qui confectionnera les cahiers des charges et qui contractualisera avec les différents candidats potentiels dans le cadre de marchés d'appels d'offres. Il est prévu des allotissements pour ces marchés. C'est-à-dire qu'aujourd'hui il y a vingt marchés différents très variés réalisés par des prestataires privés de restauration alimentaire et des arrondissements qui font appel à des producteurs qui transforment et préparent eux-mêmes les repas. Demain, ce sera un marché qui sera totalement unifié avec un nombre de lots qui n'est pas encore précisé. Quelques hypothèses sont présentées par la Ville de Paris, mais sans aucune certitude.

Pour M. CALDAGUÈS, le risque de cette réforme de restauration scolaire supprimera d'abord les filières courtes avec des petits producteurs indépendants qui n'auront pas les moyens de répondre à un marché de cette nature. Cela veut dire que le système actuel faisant appel à ces prestataires n'est pas fixé dans le marbre. Il précise d'ailleurs que le Maire a demandé une étude sur la possibilité de créer une cuisine centrale dans le 1^{er} arrondissement. Cela signifie aussi que les Caisse des écoles et les élus d'arrondissement n'auront plus la possibilité de réagir pour modifier les repas s'il y a un problème de qualité ou autre. Il souhaite donc beaucoup de patience et de ténacité aux uns et aux autres lorsqu'il faudra s'adresser directement à la Ville de Paris pour avoir une réponse et que les choses varient.

Selon lui, rien ne garantit que la qualité des repas soit meilleure par la création d'un organisme central. Il est noté qu'il faut augmenter la part d'alimentation durable jusqu'à 50 % des repas, mais la part du bio n'est pas connue. Si la Ville avait souhaité aller dans ce sens, il lui semble que cela aurait pu se faire sans réformer complètement les Caisses des écoles.

M. CALDAGUÈS rappelle que le but de ce vœu est de procéder à une consultation.

M. Jean-François LEGARET précise que ce vœu ayant été déposé sur table, il se doit de consulter le Conseil d'arrondissement pour savoir si la saisine de ce vœu peut être acceptée en séance.

Le Conseil d'arrondissement accepte de se saisir séance tenante du vœu proposé par M. Emmanuel CALDAGUÈS par 9 voix Pour (M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 abstentions (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE).

M. Jean-François LEGARET ouvre donc le débat sur ce vœu.

Mme Catherine SALVADOR souhaite avoir un éclairage sur les lots.

M. Emmanuel CALDAGUÈS explique qu'il y aura plusieurs zones qui seront définies dans Paris au-delà des arrondissements contrairement à aujourd'hui où chaque Caisse des écoles gère sa restauration scolaire. Cela signifie qu'il y aura plusieurs lots et à chaque lot il correspondra un marché avec des entreprises différentes ou parfois les mêmes entreprises, mais les marchés seront conclus par la Caisse centrale et donc directement par la Maire de Paris.

Mme François FILOCHE exprime son désaccord avec ces appréciations. Elle précise que cette réforme a pour but d'unifier la restauration scolaire sur Paris et faire en sorte que dans tous les arrondissements une offre de qualité puisse être offerte quelle que soit la situation de l'arrondissement. D'autre part, elle souligne que les propos tenus disant qu'il n'y aura plus de produits bio concernent les produits durables. Selon elle, il n'y a pas beaucoup de différences entre les deux produits.

Mme Catherine SALVADOR précise que c'est 50 % de produits bio et durables et non pas que des produits durables, contrairement aux propos de Mme FILOCHE. Elle signale d'ailleurs que l'arrondissement est déjà à 28 % de produits bio par rapport à d'autres arrondissements et en particulier le 5^{ème} arrondissement. Il n'y a qu'un seul arrondissement dans le tout Paris qui a dépassé le 50 % de produits bio, c'est le 2^{ème} arrondissement. Tous les autres arrondissements sont en-dessous.

Mme François FILOCHE poursuit ses propos en signalant que l'offre de la Mairie de Paris tend à faire disparaître cette disparité, en particulier concernant les fournisseurs. Pour l'instant, elle précise qu'il n'y a que quelques fournisseurs sur Paris et qu'il s'agit de diversifier l'offre et de s'adresser à des producteurs de circuits courts qui offriront leurs produits qui seront labellisés bio, pour lesquels il pourra y avoir une démarche de qualité plus importante que ce qui est fait à l'heure actuelle. D'autre part, elle ajoute que la démarche concernant les boulangers locaux va se généraliser pour qu'ils soient davantage sollicités dans tous les arrondissements de Paris et que les élèves puissent avoir un pain fait par le boulanger de leur quartier. Enfin, elle signale que les 3 300 agents de la Caisse des écoles seront tous repris par un établissement public. Il y aura donc une amélioration et une harmonisation de leurs conditions de travail, de formation et de mobilité, ainsi qu'un régime indemnitaire aligné sur celui de la Ville.

M. Baptiste BOUSSARD entend tous ces arguments. Toutefois, il demande des explications sur le fait de transformer une PME qui fonctionne, considérant que tout ce qui a été énuméré est déjà fait aujourd'hui dans la Caisse des écoles du 1^{er} arrondissement qui travaille notamment avec des boulangers du quartier, des prestataires qui sont à l'écoute et qui essaient d'introduire un maximum de produits bio et de denrées durables. Il souligne que le fait d'être à une petite échelle permet d'avoir une meilleure écoute des prestataires qui sont conscients que la moindre erreur va se voir de suite. Il ne voit pas pourquoi il faut transformer une petite PME qui fonctionne bien, qui est à taille humaine et où tout le monde se connaît et travaille ensemble main dans la main.

Selon lui, le fait de transformer cela en une sorte de multinationale où il y aura 3 300 salariés n'impliquera plus la même gestion à taille humaine. De fait, tous les arguments exposés par Mme FILOCHE sont à l'opposé de ce qui doit être fait. Il réaffirme l'importance de la qualité à fournir pour les cantines des écoles qui affichent à un taux de remplissage considérable de 80 %. Et il rappelle que c'est ce qui est fait aujourd'hui parce que les cantines sont bonnes. Certes, le 1^{er} arrondissement a la chance d'avoir une bonne directrice de la Caisse des écoles. Bien évidemment, s'il y a des mauvais directeurs de Caisse des écoles dans d'autres arrondissements, il suffit de les changer et de mettre quelqu'un de compétent. Selon lui, il ne faut pas réformer tout un système sous prétexte que tous les enfants doivent bien manger. Tout le monde est bien d'accord là-dessus. Le problème n'est pas là, mais il suggère de faire des Caisse des écoles plus petites dans les gros arrondissements pour que cela fonctionne nettement mieux. Il ne voit pas comment améliorer la qualité de ce qu'il y aura dans l'assiette des enfants avec une armée mexicaine au-dessus qui va gérer des centaines de milliers de repas par jour. A son avis, cela ne marchera jamais.

De plus, M. BOUSSARD s'étonne qu'aujourd'hui on lui parle des petits producteurs pour lesquels il faut bien considérer que dans ces conditions toute leur récolte va être achetée et négociée. Il souligne l'importance de travailler sur des petites quantités avec des petites Caisses des écoles pour être beaucoup plus proche des producteurs sans les prendre à la gorge. Il fait remarquer que le fait de vouloir de la qualité implique un prix de revient vital pour le petit producteur et que ce n'est pas parce que la Ville va lui commander 100 000 steaks hachés que cela va fonctionner mieux.

Mme Catherine TRONCA entend bien les propos de M. BROUSSARD, mais elle fait remarquer que tout le monde n'est pas libéral à ce point-là. Elle l'interroge sur son argumentaire.

M. Baptiste BOUSSARD lui demande en quoi sa position est libérale.

Pour Mme Catherine TRONCA, ce n'est pas parce que la Ville va acheter la totalité de la production qu'elle va mettre le couteau sur la gorge du producteur. Elle pense que ce n'est d'ailleurs

pas la façon de faire de la Ville de Paris. D'autre part, elle précise que tout ne va pas changer et que tout ne va pas être délocalisé. Ça ne va pas être une tour centrale d'où vont partir tous les repas de Paris.

M. Baptiste BOUSSARD lui demande alors quel est l'intérêt.

Mme Catherine TRONCA lui répond que l'intérêt est d'abord l'harmonisation administrative et juridique, ainsi que la sécurité sanitaire.

M. Baptiste BOUSSARD précise à Mme Catherine TRONCA que tout cela existe déjà. Les Caisses des écoles ont des règles spécifiques juridiques et comptables.

M. Jean-François LEGARET ajoute qu'il s'est opposé à cette réforme dans laquelle il y a bien sûr une volonté hégémonique de la Mairie de Paris de tout centraliser et de tout rassembler. Il insiste sur le fait que la restauration scolaire est une vraie responsabilité qui n'est pas prise à la légère. Le 1^{er} arrondissement y est extrêmement vigilant. La première préoccupation est la qualité et la sécurité alimentaire. Il rappelle d'ailleurs qu'il préside personnellement la commission des menus et reste très attaché à la qualité, à l'équilibre alimentaire et à la pédagogie du goût.

Le deuxième critère porte sur l'équilibre financier. Et il fait remarquer que le 1^{er} arrondissement est bien situé sur la qualité, sur la part du bio et sur le plan de l'équilibre financier. Quand la Ville de Paris informe qu'elle va homogénéiser et harmoniser, cela signifie que c'est un nivellement. Et comme le 1^{er} arrondissement est au-dessus de la moyenne, il se sent menacé de rabaissement. Selon lui, c'est quand même un risque qui existe.

M. Jean-François LEGARET reprend les éléments de présentation qui précisaient bien que le 1^{er} arrondissement était bien placé sur le bio, mais qu'il était distancé par le 2^{ème} arrondissement. A ce titre, il rappelle l'historique en 2001 où il y a eu un Maire des Verts à Paris, toujours aujourd'hui Maire du 2^{ème} arrondissement, qui s'est battu pour obtenir du 100 % bio à la Caisse des écoles du 2^{ème} arrondissement. Il précise qu'à ce titre il avait demandé la "clause de la nation la plus favorisée" et la réponse qui lui a été faite à l'époque par M. FERRAND, Adjoint chargé des affaires scolaires, était de dire qu'il n'en était pas question parce qu'ils avaient fait un cas d'exception pour le Maire du 2^{ème} arrondissement et que cela coûterait beaucoup trop cher de faire du bio dans tout Paris. Selon lui, ce n'était pas tout à fait équitable comme traitement, mais pourtant cela s'est passé comme ça.

C'est pourquoi, M. Jean-François LEGARET souligne que le 1^{er} arrondissement a fait des efforts pour avoir une part de bio assez significative et qu'il va falloir se battre pour ne pas être nivelé. Toutefois, il précise que le bio a un coût. Si la Ville de Paris dans le cadre nouveau de recentralisation des Caisses des écoles veut aller plus loin dans le bio, cela lui semble bien, mais il faudra qu'elle fasse des efforts financiers pour le faire.

Mme Catherine TRONCA confirme justement que si le 1^{er} arrondissement tend au 50 %, il ne va pas être nivelé, mais il ne pourra que progresser. Elle fait remarquer que si le 1^{er} arrondissement était sectorisé avec les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} arrondissements, il aurait plus de poids.

M. Jean-François LEGARET prend acte de son point de vue et précise qu'il y aura d'autres occasions d'en débattre. Il rappelle être attaché à la notion de démocratie de proximité et au fait d'avoir une Caisse des écoles et des interlocuteurs dans chaque Mairie. Et d'ailleurs dans les fêtes d'école, il constate que les gens en parlent spontanément parce qu'ils savent qu'ils ont un interlocuteur.

M. Jean-François LEGARET propose de délibérer pour adopter le vœu présenté, qui demande que la Maire de Paris soumette le projet de réforme de la restauration scolaire, sous forme de "pacte de restauration scolaire" au vote des parents d'élèves (FCPE/PEEP/Indépendants) dans tous les conseils d'école parisiens avant le passage de la réforme en Conseil de Paris.

Le Conseil d'arrondissement adopte le vœu proposé par M. Emmanuel CALDAGUÈS par 9 voix Pour (M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 voix Contre (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE).

Projet de délibération 2016 DPE 53 - Dévoiement du réseau d'égouts dans le cadre du prolongement de la ligne 11 du métro - Convention avec RATP

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Nicolas MARTIN-LALANDE pour présenter ce projet de délibération.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE indique que ce projet de délibération a pour objet la signature entre la Ville de Paris et la RATP d'une convention relative aux conditions de financement et de réalisation des travaux de modification des réseaux d'assainissement. Il souligne la nécessité d'adapter les stations existantes à Paris dans le cadre de l'opération de prolongement de la ligne 11 du métro afin d'accueillir les nouvelles rames de métro plus longues et d'absorber l'afflux de voyageurs. A ce titre, neuf stations de métro existantes vont être adaptées. En premier lieu, la station Châtelet est concernée. Le détail des travaux n'a pas encore été communiqué, mais son adaptation nécessite la mise en œuvre de mesures conservatoires des égouts les plus proches de ces travaux.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE précise qu'il n'a pas d'observation particulière à formuler sur cette délibération technique pour laquelle il propose un avis favorable.

M. Jean-François LEGARET sollicite des questions ou des observations.

Mme François FILOCHE signale que le réseau des égouts du quartier du Forum des Halles fait l'objet depuis très longtemps d'émanations très désagréables pour les habitants. Elle demande si ces travaux auront une conséquence sur ces problèmes systémiques pour lesquels elle est bien sûr consciente qu'il n'y a peut-être pas de possibilité d'agir.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE répond qu'a priori ces travaux ne vont pas traiter ces désagréments. Il demande depuis quand datent ces émanations.

M. Jean-François LEGARET précise que cela date depuis la réalisation de la zone piétonne des Halles qui malheureusement a été mal conçue sur le plan de la pente du réseau d'assainissement. A Paris, le réseau d'égouts conçu par M. BELGRAND sous Napoléon III est un réseau gravitaire dans lequel il y a des pentes d'écoulement qui sont savamment calculées pour que l'eau récoltée s'écoule jusqu'à des émissaires. Il rappelle qu'à plusieurs reprises des correctifs ont été réalisés d'abord en mettant des pompes de relevage permettant d'éliminer les stagnations et d'autre part en mettant des pièges à odeur pour faire en sorte que les bouches d'égout aient un système d'effet anti-retour. Il confirme malheureusement que ces travaux n'ont pas été concluants parce que les odeurs persistent. Il avait pourtant demandé que la totalité de la zone piétonne soit requalifiée dans le cadre de l'opération des Halles, mais il n'a pas été suivi. Il voit avec intérêt que les chaussées à proximité sont en train d'être refaites avec un nouveau calepinage et des nouveaux pavés avec un nouveau dessin. Néanmoins, le réseau d'assainissement n'a pas progressé depuis.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DU 1 – Evaluation du Plan local d'urbanisme de Paris

M. Jean-François LEGARET donne de nouveau la parole à M. Nicolas MARTIN-LALANDE pour présenter cet important projet de délibération.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE signale que ce double projet de délibération a pour objet d'évaluer et de modifier le plan local d'urbanisme de 2006. Le PLU est un ensemble de règles d'urbanisme et d'orientations qui président à l'évolution du projet de Ville. C'est le document d'urbanisme de référence à l'échelle d'une commune. Cette modification du PLU doit permettre de mettre le texte en cohérence d'abord avec de nouvelles législations intervenues depuis avec par exemple la loi ALUR, également avec les schémas régionaux de planification urbaine et enfin avec les objectifs affichés par la municipalité parisienne. Il rappelle que cette modification du PLU a été lancée en juillet 2014, puis elle a fait l'objet d'un certain nombre de réunions publiques dans les Mairies d'arrondissement et notamment dans le 1^{er} arrondissement le 15 octobre 2014 en présence de M. Jean-Louis MISSIKA.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE cite brièvement les principales propositions de modification du PLU.

En matière de rééquilibrage Est/Ouest entre l'habitat et l'emploi, il est proposé d'abord de mettre en place un dispositif d'encadrement des destinations des bâtiments, habitations ou autres activités. Le territoire parisien est ensuite divisé en deux grands secteurs : un secteur de protection de l'habitat dans le Centre et dans l'Ouest et un secteur de mixité de l'habitat dans le Nord, dans l'Est et dans le Sud.

En matière de logement, il est proposé d'intensifier la production de logements pour les zones déficitaires en logements sociaux, c'est-à-dire moins de 25 % de logements SRU. Tous les projets comportant plus de 800 m² de surface d'habitation doivent affecter 30 % de la surface d'habitation en logement social. Et pour les zones non déficitaires en logement social, tous les projets comportant plus de 800 m² de surfaces d'habitation doivent affecter au logement social ou intermédiaire 30 % de la surface d'habitation prévue.

En matière de stationnement, il est proposé de supprimer le ratio d'une place de parking pour 100 m² d'habitat, d'équiper les parkings de prise pour la recharge des véhicules électriques et de maintenir le ratio de 2 % de la surface du parc de stationnement pour les deux roues motorisées.

Enfin, en matière de logistique urbaine, il est proposé de renforcer la mise en place des espaces de logistique urbaine en ville afin d'assurer la logistique du dernier kilomètre et notamment pour adapter les besoins en livraison au développement du commerce en ligne.

Sur le sujet, il y a différentes propositions de modification du PLU sur lesquelles M. MARTIN-LALANDE exprime avoir d'assez nombreuses réserves.

En remarque préalable, M. MARTIN-LALANDE regrette la brièveté du délai de transmission des documents du PLU qui n'a pas permis aux élus locaux d'arrondissement de faire leur travail d'analyse et d'amendement, notamment sous la forme de vœux. Une fois de plus, il constate que la Mairie centrale semble mépriser les arrondissements. A titre d'exemple, ce volumineux dossier de travail a été reçu vendredi dernier. Toujours est-il qu'en l'espace de 48 heures en incluant le week-end, il n'a pas été évident d'analyser tout cela. Et il précise d'ailleurs que ce matin, M. Jean-Louis MISSIKA, l'Adjoint au Maire de Paris en charge de l'urbanisme a déclaré devant les élus du groupe Les Républicains qu'après tout la discussion ne concernait pas vraiment les arrondissements.

M. MARTIN-LALANDE émet des réserves en ce qui concerne le logement. L'un des objectifs de la modification du PLU semble être de donner à M. Ian BROSSA les moyens de mener une politique collectiviste de l'habitation en mettant en place un urbanisme à la parcelle d'espaces réservés

à l'habitation. De plus, contrairement au logement social la réalisation de logements intermédiaires est une simple faculté et non pas une obligation. Tandis que les espaces réservés au logement social sont doublés puisqu'ils passent de 177 à 384, ceux réservés aux logements intermédiaires restent assez peu nombreux puisqu'ils sont de l'ordre de 34. Autrement dit, il constate que la Mairie de Paris continue à favoriser le premier au dépend du second et des classes moyennes qui ne sont ni aisées ni aidées.

Par ailleurs, M. MARTIN-LALANDE fait remarquer qu'il n'est fait nulle part état d'une volonté de relancer l'accession à la propriété et notamment l'accession sociale à la propriété, ni d'un plan d'envergure pour le logement étudiants. En d'autres termes et dans ces conditions, Paris est condamné à rester une zone très tendue.

Deuxièmement, M. MARTIN-LALANDE émet des réserves en matière environnementale. Paris est l'une des villes les plus densément peuplées au Monde. Elle manque d'espaces verts avec 18 et 20 arrondissements en situation de carence selon la Cour des comptes. Les Parisiens réclament par conséquent davantage d'espaces de respiration, mais il constate qu'en la matière le PLU manque d'ambitions sur les continuités écologiques, sur la nature en Ville, sur la biodiversité. Il est simplement proposé de passer de 8,5 hectares à 10,3 hectares de zones vertes supplémentaires. En outre, ces espaces verts ne sont pas assez protégés car ils ne sont pas tous classés en zones urbaines vertes (ZUV). Ils sont ainsi exposés à des réductions d'emprise, voire à des changements de destinations pour l'implantation de nouveaux immeubles. Compte tenu de l'actualité récente, il rappelle que les espaces en pleine terre assurent pourtant une perméabilité du sol qui est essentielle pour réduire la vulnérabilité de la Ville aux crues.

Troisièmement, M. MARTIN-LALANDE émet des réserves en matière de stationnement. La suppression de l'obligation de prévoir le stationnement pour les immeubles nouveaux d'habitation et la réduction de cette obligation pour les immeubles de bureaux auront deux conséquences simples et directes : la saturation du stationnement en surface et l'augmentation du nombre des véhicules qui circuleront à la recherche d'une place de stationnement. Par ailleurs, le ratio de 2 % pour le stationnement des deux roues ne tient absolument pas compte de l'évolution des usages, alors même qu'il n'existe que 40 000 places de stationnement pour plus de 100 000 deux-roues circulant au quotidien dans Paris.

Quatrièmement, M. MARTIN-LALANDE émet des réserves en matière de logistique urbaine. La Mairie de Paris envisage en effet de continuer de privilégier des activités de circulation douce sur les berges de Seine, alors même que le rapport de la commission d'enquête recommande de privilégier les activités portuaires. Aucune incitation n'est prévue pour la massification des volumes transportés par voie fluviale et pas davantage d'ailleurs pour développer les lignes fluviales de transport en commun.

Enfin et pour conclure, ce projet de modification du PLU souffre du complexe obsidional récurrent des projets municipaux, qu'il s'agisse de la fermeture des voies sur Berge rive droite ou de la fusion des quatre arrondissements du Centre de Paris. Il constate en effet que la Mairie de Paris continue de faire fi de la métropolisation de nombreux enjeux qui sont inhérents au PLU. Dès l'année prochaine, l'urbanisme sera une prérogative partagée avec la Métropole du Grand Paris qui deviendra compétente en matière d'aménagement et de politique du logement. De même, les problèmes de logistique urbaine relèvent eux-aussi d'une approche élargie à l'ère métropolitaine. Et quant au réseau Grand Paris Express, il ne prévoit aucune commande de transport de marchandises la nuit, mais uniquement du transport de personnes.

Pour toutes ces raisons, M. MARTIN-LALANDE propose de rendre un avis défavorable sur ce projet de délibération.

M. Jean-François LEGARET demande s'il y a des questions ou des interventions à faire sur ce texte important. Il ajoute que sur la forme il a eu l'occasion avec ses collègues du groupe Les Républicains de rencontrer M. MISSIKA qui est venu ce matin avec courtoisie présenter cette

modification du PLU. Il trouve d'ailleurs que la modification du PLU est quand même un peu historique dans une mandature car c'est un acte très important qui ne se reproduit pas plusieurs fois. C'est un acte de redéfinition de la Ville et de ses équilibres. Le fait d'avoir reçu ce document considérable vendredi dernier pour en débattre ce soir lui semble tout à fait inédit. Il rappelle qu'en 2006, ils avaient débattu du plan local d'urbanisme pendant plusieurs semaines avec beaucoup de commissions et des échanges fructueux. A l'époque, M. Jean-Pierre CAFFET, Adjoint chargé de l'urbanisme, avait d'ailleurs délégué M. Didier BERTRAND, un homme de qualité et de savoirs, avec lequel il y avait eu un échange beaucoup plus poussé et positif que d'habitude autour de séances entières pour examiner les contributions, les amendements, les vœux et savoir s'ils pouvaient être validés sur le plan du droit de l'urbanisme qui est fort complexe.

Dans ces conditions, M. Jean-François LEGARET regrette vraiment beaucoup que sur un sujet de cette importance il n'a pas été fait en sorte que les élus qui s'intéressent à ces questions très importantes pour tous les Parisiens soient privés et mis dans l'impossibilité de faire un travail sérieux, d'analyse et de propositions. Il affirme le regretter très profondément.

M. Jean-François LEGARET demande s'il y a des questions ou des observations.

M. Emmanuel CALDAGUÈS corrobore les propos de M. le Maire sur ce qui avait initié à l'époque dans le cadre du PLU en 2006 et notamment sur les questions des déplacements. Des conseils de quartier avaient été associés et il y avait eu un travail très intéressant qui avait été produit. Il confirme effectivement que ce n'est pas le cas aujourd'hui et souhaite faire deux observations importantes sur cette modification du PLU.

Premièrement, M. CALDAGUÈS fait remarquer que la politique qui consiste à supprimer l'espace réservé aux véhicules, que ce soit des places de stationnement ou la fermeture des berges, est un concept dans lequel il pourrait souscrire à condition qu'il fonctionne. Il s'aperçoit et ne pense pas être le seul que cette politique initiée depuis 2001, soit depuis quinze ans, n'a pas stoppé les nuisances liées aux véhicules automobiles et a augmenté de façon très importante les nuisances liées aux deux roues notamment. La vie à Paris n'est pas plus agréable et plus facile car la pollution a vraisemblablement augmenté. Il constate d'ailleurs que bizarrement depuis quelques années les indices de pollution ne sont plus communiqués.

Deuxièmement, M. CALDAGUÈS pense que la Ville devrait avoir l'humilité de faire une évaluation de cette politique plutôt que de foncer droit dans le mur. Il aimerait que des éléments soient apportés qui démontrent qu'il est plus agréable et plus harmonieux de vivre à Paris en 2016 qu'en 2001. Malheureusement, il s'avère qu'il n'y a pas d'éléments chiffrés ni scientifiques et en tout cas pas d'amélioration de la vie quotidienne. Il le regrette et il trouve que les décisions sont excessivement centralisées avec une absence de réponses aux questions. Il considère d'ailleurs d'une certaine façon que c'est une dérive assez inquiétante.

M. Jean-François LEGARET demande s'il y a d'autres questions ou observations.

Mme Catherine TRONCA partage tout à fait l'avis du Maire sur la forme qu'elle ne peut bien évidemment que déplorer, mais sur le fond elle ne partage pas du tout son avis. Elle pense que c'est une projection pour l'avenir de la Ville, tout en la maîtrisant, que ce soit sur le côté logement, arborisation, etc. Elle attire l'attention sur le fait de ne pas faire trop de zones vertes très systématisées et très ciblées car ensuite il n'est plus possible d'en sortir et d'y faire même un petit abri qui peuvent paraître aujourd'hui comme des petits détails.

Concernant les problèmes de stationnement, Mme TRONCA précise qu'il y a quand même plus de prise en charge de pourcentages de mètres carrés dans les parkings, même si tout évolue vite.

Mme Catherine MATHON rejoint l'analyse de M. CALDAGUÈS. Par contre, elle ne partage pas particulièrement son optimisme concernant la circulation et le stationnement. Elle trouve que le problème de stationnement s'est considérablement dégradé. Elle se souvient de la fermeture d'un axe majeur où M. le Maire avait demandé à ce que soit installé un appareil de mesure de la pollution pour pouvoir estimer en temps réel quel était le seuil de pollution. Cela n'a jamais été réalisé et cela aurait été vraiment intéressant. Et Mme MATHON ajoute que la partie entre l'Avenue du Général Lemonnier et la Rue de Rivoli est en permanence embouteillée depuis la fermeture des voies sur berges rive gauche. Elle trouve qu'il y aurait dû quand même y avoir une prise de conscience parce que la pollution est maintenant réelle. Tout le monde est absolument d'accord sur le fait de vouloir diminuer la pression automobile, mais pas de cette façon-là. Elle pense qu'il faut avant tout peut-être améliorer les modes de transport public ou d'autres modes de déplacement avant de fermer le tout.

M. Jean-François LEGARET demande s'il y a d'autres interventions.

M. Baptiste BOUSSARD regrette juste que la priorité soit donnée au logement social. En termes de vision futuriste des choses, il s'attriste de voir que l'on veuille systématiquement faire du logement social. Pour lui, cela veut dire que l'on ne va pas enrichir la France, mais plutôt l'appauvrir. Il trouve cela dommage et ajoute que le logement intermédiaire est vital pour l'économie d'un pays et à petite échelle dans un immeuble, une copropriété ou chez un bailleur social. Il pense que la mixité au sein d'un immeuble est vitale pour que les choses évoluent et que ce n'est pas possible de faire autrement. Il estime pourtant que cela a très bien fonctionné jusqu'à maintenant et qu'on est en train malheureusement de retirer cette mixité au sein même des immeubles. Il trouve cela vraiment regrettable.

Mme Catherine MATHON souhaite revenir sur le logement. Elle fait remarquer que les jeunes aujourd'hui quittent Paris et qu'ils n'ont pas le droit au logement social. Elle pense en revanche que s'ils avaient la possibilité de demander un logement intermédiaire cela pourrait être une raison pour eux de rester dans le centre de Paris ou en tout cas dans Paris. Et elle trouve aussi que lorsque l'on voit la sociologie de Paris et notamment du centre, elle a vraiment évolué. Il y a de moins en moins de familles et de jeunes couples. Elle pense que la mixité ne doit pas être forcément au sein d'un immeuble, mais dans tous les immeubles, ce qui fait aussi la richesse et l'atmosphère d'un quartier parisien.

Mme Catherine TRONCA estime que l'on ne va pas revenir en arrière. Elle rappelle qu'il y a eu ces dernières années une politique en particulier dans le centre et dans le 1^{er} arrondissement qui a été de transformer les habitations en bureaux parce que c'était intéressant financièrement, d'où le fait d'en payer maintenant un peu le retour.

M. Jean-François LEGARET remercie Mme TRONCA de rappeler qu'ils ont effectivement été très pionniers dans cet arrondissement pour lutter contre les transformations d'appartements en bureaux. Il confirme avoir été les premiers à exiger la compensation dans l'arrondissement. Aussi, il estime que si la logique a été cassée, il pense y avoir pris une part non négligeable.

M. Jean-François LEGARET propose ensuite de donner un avis à cette modification du PLU.

Le Conseil d'arrondissement donne un avis défavorable sur les projets de délibération 2016 DU 1-1 – Evaluation du Plan local d'urbanisme de Paris – et DU 1-2 - Approbation de la modification générale -, par 9 voix Contre (M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 voix Pour (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE) au motif que le Conseil d'arrondissement souscrit à l'objectif légal de 25 %, mais pas à la surenchère de 30 % proposée ; juge insuffisante l'incitation à la construction de logements intermédiaires par rapport aux logements sociaux ; estime insuffisante la place laissée, sur les Berges de Seine, aux activités portuaires ; estime insuffisante la prise en compte des problématiques métropolitaines ; juge inadapté, car trop petit, le

dimensionnement des ELU ; et enfin, que les éléments fournis pour préparer la séance du Conseil d'arrondissement n'ont été transmis que trois jours avant ladite séance :

Projet de délibération 2016 DU 62 - Opération Bourse de Commerce (1^{er}) - Léon Jouhaux (10^e)

M. Jean-François LEGARET signale qu'il s'agit d'une opération très importante pour le 1^{er} arrondissement puisque c'est l'installation de la Fondation Pinault dans la Bourse de Commerce des Halles.

Il rappelle brièvement que M. François PINAULT a constitué au cours de sa vie une collection absolument exceptionnelle d'œuvres d'art contemporain et qu'après avoir ouvert un Musée à Venise en 2005 il souhaite ouvrir un Musée à Paris. L'idée a donc germé d'installer cette collection dans la Bourse du Commerce qui dans le passé appartenait à la Ville de Paris et avait été cédée en 1949 à la Chambre de Commerce intitulée désormais la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris-Ile de France. Il précise que c'est un très beau bâtiment qui représente l'ancienne Halle aux blés, aménagée en 1889 dans le cadre des opérations de l'exposition universelle, comme la Tour Eiffel. Il rappelle que ce sont d'ailleurs les ateliers Gustave Eiffel qui ont réalisé la charpente métallique de la très belle verrière connue pour y passer de longues journées électorales notamment. C'est un bâtiment qui présente une surface utile de plus de 11 000 m² avec la colonne Médicis qui date du 16^{ème} siècle. C'est le dernier vestige de l'Hôtel de Soissons.

Pour réaliser cette opération, la Ville entend racheter la Bourse de Commerce. Il précise qu'il a fallu pour cela qu'elle entre en discussion avec la Chambre de commerce. Cette opération un peu compliquée présente des jeux triangulaires. Il résume la délibération sur l'équilibre financier de l'opération et explique que la Ville de Paris rachèterait à la Chambre de Commerce le bâtiment dit de la Bourse de Commerce pour un montant de 63 millions d'euros, mais la Chambre de Commerce récupérerait un immeuble qui est la propriété de la Ville de Paris rue Léon Jouhaux près du Canal Saint-Martin pour un montant de 35 millions d'euros. Cela fait une balance de 28 millions d'euros. Il ajoute que la Chambre de Commerce a demandé que cette opération ne lui coûte rien sur le plan du déménagement et la Ville de Paris s'est donc engagée à financer le déménagement et la réadaptation de la Rue Léon Jouhaux pour les besoins de la Chambre de Commerce. Ce qui se monte à 23 millions d'euros. Soit 51 millions d'euros, mais il précise qu'il y a deux éléments qui viennent contrebalancer cela.

Tout d'abord, M. Jean-François LEGARET indique que, pour rééquilibrer cette transaction, un immeuble supplémentaire appelé Valmy a été valorisé à hauteur de 15 millions d'euros, soit un total de 36 millions d'euros. Puis, dans la négociation sur la base d'un bail emphytéotique administratif, il est prévu en dehors du loyer annuel estimé par les services fonciers une redevance capitalisée de 15 millions d'euros sur les deux premières années. Cela fait un coût net pour la Ville de 21 millions d'euros après la déduction de ces valeurs et contre-valeurs d'échanges fonciers entre la Ville de Paris et la Bourse de Commerce.

M. Jean-François LEGARET estime que le coût de cette opération est assez marginal au regard du milliard qu'a coûté l'opération des Halles et ce, pour une opération qui semble avoir une signification très importante pour le réaménagement du quartier des Halles. Comme il a eu souvent l'occasion de le dire, il a toujours regretté que le Maire de Paris ne se soit pas engagé dans cette opération de rénovation des Halles en ayant une idée forte de programme. Il rappelle que c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles la Ville s'était engagée à l'origine sur la base d'un marché de définition. Il trouve que finalement la grande idée est là, même si elle arrive peut-être un peu tard dans l'historique, mais il trouve que c'est indiscutablement un élément fort parce que cette collection et ce bâtiment sont exceptionnels.

M. Jean-François LEGARET précise que ce bâtiment va faire l'objet d'un bail emphytéotique pour une durée de cinquante ans et que ce sont de grands architectes qui vont travailler à la conception de ce projet : Tadao ANDO pour l'architecture et Pierre-Antoine GATIER, Architecte en chef des Monuments historiques. Il estime que c'est une collection exceptionnelle pour laquelle il a eu l'occasion de dire, en discutant avec M. Bruno JULLIARD d'un côté, M. François PINAULT et M. Jean-Jacques AILLAGON, qu'il suggérait assez fortement que l'on puisse non seulement mettre des œuvres d'art dans la Bourse de Commerce, mais aussi à l'extérieur. Il croit que ce jardin est pour l'instant dénué en dehors de la tête d'Henri MILLER que tout le monde aime et qui a été, selon lui, un peu dénaturée dans son repositionnement. Il trouve l'idée intéressante d'avoir des œuvres importantes d'art contemporain qui viennent prendre leur place en les faisant tourner pour qu'elles aient chacune un bail d'une durée précise et qu'elles soient remplacées par d'autres œuvres. Il pense que c'est une façon de donner un supplément d'âme à ce quartier et un attrait culturel et touristique. Il est vrai que ce quartier est déjà extrêmement vivant et touristique avec le Musée du Louvre et le Centre Pompidou qui sont évidemment assez proches. Et il trouve que c'est une idée très enthousiasmante. Pour sa part, il y souscrit pleinement et il propose de donner un avis favorable à cette délibération.

Mme Catherine MATHON rejoint l'enthousiasme de M. LEGARET. Elle se souvient qu'à un moment il était question qu'il s'installe dans l'île Seguin à l'endroit des usines Renault, puis le projet n'avait pas pu se réaliser et il avait quitté la France. Elle revient sur la délibération qui évoque la notion de Musée d'art contemporain. Pourtant, il lui semble qu'il a aussi une importante collection d'art moderne, considérant que l'art contemporain commence après la deuxième guerre mondiale.

M. Jean-François LEGARET répond qu'il appartiendra au collectionneur, M. François PINAULT, à ses conservateurs et à ses commissaires d'exposition de trancher cette question sur la date charnière entre l'art moderne et l'art contemporain, mais il ne doute pas qu'il a certainement beaucoup de choses à montrer.

M. Marc MUTTI partage l'enthousiasme collectif et rappelle que l'effort de la Fondation Pinault va être extrêmement important puisque sur la durée du bail leur investissement va être de plus de 100 millions d'euros de travaux. Puis, la Fondation continuera à verser un loyer à partir de 2019 de quelques dizaines de milliers d'euros mensuels. Il précise qu'il y aura des expositions permanentes et provisoires pluridisciplinaires. Il estime que ce sera une chance d'avoir dans le 1^{er} arrondissement quelques grands artistes comme Jeff Koons. Pour lui, c'est un grand moment pour cet arrondissement. Il ajoute que le fait que ce soit un bail emphytéotique, c'est aussi un retour pour la Ville cinq ans plus tard.

M. Baptiste BOUSSARD suggère que, sur les millions d'euros évoqués pour cette opération, il puisse juste en avoir deux dédiées à l'école de Saint-Germain l'Auxerrois pour permettre aux enfants de pouvoir comprendre les œuvres et ce qu'est un Musée dans le 1^{er} arrondissement.

M. Jean-François LEGARET trouve que M. BOUSSARD a le sens des opportunités et confirme que c'est dans ce sens que le combat dure depuis plusieurs années pour faire en sorte que la promesse faite soit respectée.

En l'absence d'autres questions, M. Jean-François LEGARET met aux voix cette délibération et propose avec enthousiasme un avis favorable.

Le projet de délibération reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Candidature au Conseil de quartier Saint-Germain l'Auxerrois de Mme Catherine Simonnet

M. Jean-François LEGARET valide la candidature au Conseil de quartier Saint-Germain l'Auxerrois de Mme Catherine SIMONNET.

Hommage rendu aux victimes de l'attentat d'Orlando aux Etats-Unis

M. Jean-François LEGARET indique qu'à la suite du terrible attentat d'Orlando, il a fait apposer le drapeau américain en berne sur la façade de la Marie du 1^{er} arrondissement. Et il pense que tous les Parisiens s'associent à cet hommage et au drame qui a été vécu par les Américains et ces malheureuses victimes de ce terrible attentat à Orlando.

M. Jean-François LEGARET informe également le Conseil d'arrondissement que l'enquête publique ouverte depuis le 8 juin dernier sur le réaménagement et la piétonisation des Berges de la Seine s'arrêtera le 8 juillet prochain, considérant que la durée légale est d'un mois. Il précise que les commissaires enquêteurs peuvent recevoir des observations à tout moment et ils tiennent encore deux permanences qui ont été communiquées. Il invite tous les élus à y aller. Il signale qu'en tant que Maire du 1^{er} arrondissement, il déposera des observations dans le registre de l'enquête publique. Il précise qu'il a d'ailleurs rencontré les trois commissaires enquêteurs désignés. Et il invite tous les habitants du 1^{er} arrondissement qui s'intéressent à ce projet à déposer des observations dans le registre de l'enquête publique.

M. Jean-François LEGARET annonce que la prochaine séance du Conseil d'arrondissement aura lieu le lundi 12 septembre 2016 aux heures habituelles.

En l'absence de questions diverses, M. LEGARET lève la séance et remercie les élus.

La séance du Conseil d'arrondissement est levée à 19h45

* * * * *

M. Jean-François LEGARET se tourne vers le public et demande si des questions sont adressées aux élus.

M. Alain LE GARREC demande s'il y avait du monde à la réunion des architectes le samedi 18 juin où Messieurs MANGIN, HUCHET et BERGET expliquaient le projet et le jardin, comme communiqué sur le site de la SemPariSeine. Il n'a pas l'impression que cette réunion s'est tenue, si elle a eu lieu il s'en réjouit, mais il avoue que c'est une information qu'il a découverte aujourd'hui. Sinon il y serait allé, comme certainement d'autres élus d'ailleurs.

M. Jean-François LEGARET répond de suite qu'il n'a pas été prévenu non plus, même s'il n'est pas sûr qu'il aurait pu y aller ce samedi compte tenu de son agenda chargé. Il confirme qu'il ne le savait pas.

M. Alain LE GARREC regrette ne pas l'avoir su avant. Il est quand même satisfait que cette réunion se soit tenue, même si apparemment les architectes n'étaient pas tous là. Il espère donc que ce temps sera renouvelé parce qu'il lui semble que c'est nécessaire. En tout cas, il avoue avoir été un peu

surpris. Pour revenir sur le même sujet, il demande s'il serait possible de savoir à quoi va ressembler l'entrée de la Porte du jour qui est en construction et qui n'est sur aucun plan. De plus, il voudrait comprendre pourquoi Rue Berger, il y a des constructions prévues qui n'apparaissent sur aucun plan du site de la SEM.

M. Jean-François LEGARET avoue qu'il a lui-même découvert il y a quelques jours les espèces de casemates qui ressemblent à des guérites préfabriquées de sortie d'escalator pour parking de lointains lieux délaissés. C'est malheureusement juste à l'endroit dont il a été dit qu'ils devaient permettre de mettre en communication la Ville et le jardin. Il constate que, sur tout le linéaire de la Rue Berger, il y a des espèces de résilles métalliques extrêmement présentes, hautes, assez agressives et infranchissables. Il trouve donc qu'en termes de communication et contrairement au fait d'avoir vu avec bonheur la trémie disparaître, l'obstacle qui est en train d'être édifié est presque aussi rébarbatif que la trémie. Aussi, comme M. LE GARREC le dit assez justement, c'est une découverte aussi pour lui parce qu'il n'a pas le souvenir qu'il y ait eu une communication ni sur la Porte du jour ni sur la Rue Berger de ces édicules qui sont quand même extrêmement moches et très sommaires. Pour lui, c'est du mécano industriel à bas prix et c'est extrêmement présent. Il en est très surpris et répond qu'il va en effet faire remonter ces questions.

Une personne dans la salle dit avoir le souvenir d'une réunion avec M. HUCHET où il annonçait que des locaux allaient être construits à cet endroit. Elle ne parle pas de la résille qu'elle ne trouve pas terrible non plus, mais elle précise que ces locaux avaient été prévus il y a un an à peu près par M. HUCHET et qu'ils étaient réservés à l'administration du jardin.

M. Alain LE GARREC confirme qu'ils sont construits et qu'ils sont effectivement dans l'emprise de ce qui était le jardin. Il y a un ou deux bâtiments importants qui ont été construits à l'arrière des sous-sols, mais il parle ici de la Rue Berger qui est maintenant à moitié utilisée. Il trouve non seulement que ce n'est pas terrible et qu'il n'y a pas eu d'information, mais en plus il se met à la place des gens qui habitent Rue Berger qui vont découvrir cela à cinq ou six mètres du bâtiment. Il est vraiment surpris que ce ne soit sur aucun plan. Il a demandé à M. CHAVONNET de poser la question au comité de suivi, ce qu'il a fait manifestement et pour laquelle il n'a eu aucune réponse. Il précise d'ailleurs que M. HUCHET s'en va et qu'il n'a même pas été capable d'apporter la moindre réponse sur ce sujet. Ce qu'il trouve un peu troublant parce qu'il avoue que cela pouvait être une réussite et pourtant il ne voit vraiment pas de quoi il s'agit ici.

M. Jean-François LEGARET rebondit sur ces propos en confirmant effectivement que M. HUCHET s'en va et que son départ était imprévu. Un Conseil d'administration de la SemPariSeine s'est tenu la semaine dernière au cours duquel il informe qu'il a rendu à titre personnel un hommage à M. HUCHET. Parce qu'il considère que de tous les interlocuteurs de la SemPariSeine, il a été incontestablement celui qui a été le meilleur connaisseur sur le plan technique d'un chantier complexe avec un certain nombre de réunions publiques pendant la durée de ses fonctions de Directeur général à la SemPariSeine. Il précise qu'il lui ait reconnaissant d'avoir toujours dit la vérité, même quand elle n'était pas bonne à dire. Il ne veut citer personne, mais d'autres services et d'autres opérateurs sur le secteur n'ont pas toujours dit la vérité. Voilà pourquoi, il lui ait reconnaissant d'avoir toujours dit la réalité, ce qui a parfois suscité des débats un peu vifs qu'il ne peut pas lui reprocher. Il pense que c'est très important d'avoir colporté ces informations. De ce point de vue-là, il rend hommage à M. HUCHET. Il sait que M. Emmanuel DE LANVERSIN, qu'il connaît par ailleurs, va exercer l'intérim de la direction. Il attend de lui qu'il soit aussi rigoureux et exact dans les réponses qu'il aura à faire dans le cadre de ses fonctions.

Sur la question technique posée pour savoir comment ces édicules ont pu pousser, M. LEGARET pense spontanément qu'ils ont été bien arrosés par le climat encourageant. Il se tourne vers M. MARTIN-LALANDE et lui demande de bien vouloir apporter des réponses à la question de M. LE GARREC pour laquelle, n'ayant pas d'information, le Conseil d'arrondissement s'interroge pour savoir à quoi vont servir ces édicules, à quoi ils vont ressembler in fine et quelle sera la distance exacte de ces édicules par rapport aux façades des maisons.

M. Alain LE GARREC ajoute que le magasin est en face.

M. Jean-François LEGARET le confirme tout à fait. Il indique en effet que tout cela est très étrange et rappelle à M. MARTIN-LALANDE que quand il a été évoqué d'implanter des sanisettes ou d'autres équipements utiles cela a été refusé parce qu'il ne fallait pas qu'il y ait de mobilier sur tout le périmètre, prétextant que cela gâchait l'aspect de la Canopée. Pourtant, il pense que les sanitaires publics dans le secteur sont au moins aussi importants que les édifices évoqués aujourd'hui.

M. Alain LE GARREC remercie M. LEGARET et ajoute qu'il y a aussi la porte du jour où il va y avoir un bâtiment. A ce jour, il précise que c'est enveloppé sans savoir ce qu'il va y avoir dedans. Il constate qu'il n'y a aucun dessin et demande si c'est M. MANGIN qui a dessiné quelque chose ou quelqu'un d'autre.

M. Jean-François LEGARET le craint effectivement en précisant que cela relève bien de la mission de M. MANGIN.

M. Alain LE GARREC rappelle qu'à une époque il avait été évoqué l'architecte Chemetov Fils.

M. Jean-François LEGARET précise que l'architecte Paul Chemetov père est toujours en activité et ajoute d'ailleurs que son fils Alexandre Chemetov est également un très bon architecte.

M. Alain LE GARREC le confirme absolument. Il croit d'ailleurs que le fils a un contrat pour ce qui se passe en-dessous. Par ailleurs, il indique qu'il a appris il y a quelques jours qu'une réunion était organisée dans le 4^{ème} arrondissement avec une association qui s'intéresse de très près au futur du Palais de Justice et du 36 Quai des Orfèvres. Il précise que cette association vient de se constituer pour essayer d'apporter des propositions à l'Etat sur ce qu'il pourrait y avoir dans ces bâtiments. Apparemment, il a découvert aussi qu'un groupe avait été commandité par l'Etat pour faire des propositions dans les mois qui viennent. Il s'interpelle parce qu'à sa connaissance cela se passe dans le 1^{er} arrondissement et cela lui semble curieux qu'il n'ait pas été demandé au 1^{er} arrondissement d'organiser cette réunion. Pour M. LE GARREC, cela donne l'impression que c'est le 4^{ème} arrondissement qui va gérer le Palais de Justice et le 36 Quai des Orfèvres, alors qu'il y a peut-être des gens locaux qui seraient intéressés. C'est pourquoi, il avoue avoir été un peu surpris de découvrir cela.

M. Jean-François LEGARET pense que ce n'est pas très grave parce que si la loi évolue comme il le souhaite, ce sera le prochain apanage.

M. Alain LE GARREC affirme d'ailleurs que cet argument était dans sa deuxième intervention.

M. Jean-François LEGARET indique que le 1^{er} arrondissement s'emparera bien évidemment de cette problématique. Il sait en tout cas que c'est le Président de la République, M. HOLLANDE, qui a confié une mission à l'architecte M. Dominique PERRAULT et à M. Philippe BELAVAL, Président de la Caisse des Monuments historiques, pour leur demander de réfléchir sur le devenir de l'Ile de la Cité qui est coupée en deux entre le 1^{er} et le 4^{ème} arrondissement. Il fait état de tous les problèmes connus sur le devenir du Palais du Justice, du Tribunal de Commerce et de l'Hôtel Dieu qui sont évidemment les trois sujets majeurs puisque ces trois édifices considérables de par leur dimension sont d'ores et déjà un peu des Palais des courants d'air. Et il pense d'ailleurs que cela va s'aggraver dans l'avenir. Il précise qu'à ce titre il a reçu dans son bureau M. PERRAULT et à M. BELAVAL qui ont indiqué que pour l'instant ils faisaient uniquement une mission de courtoisie, de prise de rendez-vous et d'écoute pour ensuite revenir dans quelques temps avec des propositions. Il leur a dit que le jour où ils viendraient avec des propositions, il serait très heureux d'organiser des réunions publiques ici même sur une forme à déterminer pour rendre compte bien entendu de leur piste de réflexion et pour avoir un minimum de débats. Il affirme être tout à fait prêt à le faire. Il ne sait pas quelle est la nature de la réunion qui a été organisée dans le 4^{ème} arrondissement. Il précise pourtant que sa proposition a semblé leur convenir pour essayer de faire les choses de cette manière-là.

M. Alain LE GARREC signale qu'à cette réunion il y avait M. PERRAULT et un autre architecte. Et il précise que l'association est en cours de constitution pour essayer de travailler sur le sujet, ce qu'il trouve très bien, mais il a cru comprendre que le 1^{er} arrondissement était a minima intéressé et qu'il y avait des gens au conseil de quartier Saint-Germain l'Auxerrois qui posaient des questions depuis très longtemps sur le sujet. Aussi, il croit que c'est un moyen à la rentrée prochaine pour essayer de faire émerger quelque chose sur ce futur qui lui semble important, notamment au vu de deux bâtiments qui sont d'une extrême importance pour Paris, particulièrement avec l'Hôtel Dieu et aussi la Sainte-Chapelle qui serait incluse apparemment. Cela ne lui semble pas quelque chose de négligeable en ce qui concerne le Centre de Paris.

Une personne dans la salle intervient au titre des associations ETAIS et Connexion Plus qui se trouvent 9 rue Saint-Germain l'Auxerrois et informe que ces deux associations souhaiteraient si possible ouvrir une épicerie solidaire ou un bar associatif dans le quartier Saint-Germain l'Auxerrois. Elle précise que ce sont des associations qui regroupent des malades psychiques qui sont stabilisés et ce projet permettrait de favoriser un peu l'échange avec d'autres associations.

M. Jean-François LEGARET la remercie de cette information. Il propose de la recevoir avec plaisir pour connaître la nature exacte de sa demande et voir s'il est possible d'apporter un accompagnement pour essayer de faire aboutir ce projet. Il en serait très heureux.

Cette personne lui répond précise qu'elle est envoyée par ces deux associations et notamment par le coordinateur M. COLDEFY pour obtenir justement un entretien afin d'évoquer le financement éventuel d'une petite partie du budget de ce projet.

M. Jean-François LEGARET répond qu'il essaiera de répondre à ces questions et propose de la recevoir rapidement.

Une autre personne dans la salle signale que la Grande Roue de M. CAMPION n'accepte que les paiements en espèces et elle trouve que ce n'est pas normal.

M. Jean-François LEGARET répond qu'il est courant parce qu'on lui en a parlé et il croit même que des articles de presse en ont fait état.

Mme Catherine MATHON indique qu'il y a un à deux distributeurs du Crédit du Nord à côté de la Grande Roue, ainsi qu'à l'intérieur de la fête foraine. Elle confirme donc que c'est une habitude de demander de l'espèce.

M. Jean-François LEGARET remercie pour ces informations.

M. Marc MUTTI ajoute que la Grande Roue de M. CAMPION pèse plusieurs dizaines de tonnes qui impactent à répétition le sous-sol. Il précise qu'il y a donc des frais de rénovation du substrat du sous-sol à prévoir qui seront à la charge des contribuables parisiens.

M. Jean-François LEGARET demande s'il y a d'autres questions et remercie les uns et les autres de leur présence. Il souhaite un bon été à chacun en les invitant au prochain Conseil d'arrondissement de septembre et il lève la séance.

Jean-François LEGARET

Maire du 1^{er} arrondissement